

**Document de stratégie**  
**Thaïlande-Communauté européenne**  
**pour la période 2007-2013**

# Table des matières

<b>LISTE DES ACRONYMES</b> .....	<b>3</b>
<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>4</b>
<b>1. ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE</b> .....	<b>5</b>
1.1 SITUATION POLITIQUE .....	5
1.2 SITUATION ÉCONOMIQUE .....	6
1.3 STRUCTURE COMMERCIALE.....	7
1.4 SITUATION SOCIALE .....	8
1.5 SITUATION ENVIRONNEMENTALE .....	9
1.6 QUESTIONS TRANSVERSALES .....	10
<b>2. POLITIQUE DE LA THAÏLANDE</b> .....	<b>10</b>
2.1 AGENDA POLITIQUE DE LA THAÏLANDE.....	10
2.2 ÉVALUATION DU PROCESSUS DE RÉFORME .....	12
<b>3. APERÇU DE LA COOPÉRATION PASSÉE ET ACTUELLE AVEC LA CE, DE SA COORDINATION ET DE SA COHÉRENCE</b> .....	<b>13</b>
3.1 APERÇU DE LA COOPÉRATION PASSÉE ET ACTUELLE .....	13
3.2 PROGRAMMES DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE ET DES AUTRES DONATEURS .....	16
3.3 ANALYSE DU DOSAGE DES MESURES (COHÉRENCE).....	17
<b>4. STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE (2007-2013)</b> .....	<b>18</b>
4.1 PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION.....	18
4.2 PRIORITÉS DE LA COOPÉRATION .....	19
4.3 QUESTIONS TRANSVERSALES .....	20
4.4 PROGRAMMES RÉGIONAUX ET THÉMATIQUES .....	20

## LISTE DES ACRONYMES

ACMECS	Stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mekong (initiative pour le développement)
ANASE	Association des nations d'Asie du Sud-est
APC	Accord de partenariat et de coopération
APD	Aide publique au développement
ASEM	Dialogue Europe-Asie
BAD	Banque asiatique de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
CE	Commission européenne
CEAP	Coopération économique Asie-Pacifique
CRD	Conseil des réformes démocratiques
CSN	Conseil de sécurité nationale
CSP	Document de stratégie par pays
EEJ	Exécutions extrajudiciaires
HCNUR	Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IED	Investissement étranger direct
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PIN	Programme indicatif national
PIP	Programme indicatif pluriannuel
PME	Petites et moyennes entreprises
SP	Document de stratégie
SPF	Small Projects Facility (programme communautaire)
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
TRT	Thai Rak Thai (parti de l'ancien Premier ministre Thaksin)
UE	Union européenne
USD	Dollar des États-Unis d'Amérique

## RÉSUMÉ

Le présent document de stratégie fournit le cadre pour un nouveau partenariat novateur entre la Thaïlande et la Commission européenne pour la période 2007-2013.

Au cours de la dernière décennie, la Thaïlande a enregistré une amélioration significative de ses indicateurs de développement socioéconomique. Par conséquent, la nature des relations Thaïlande-CE a fondamentalement changé, passant de la relation donateur-bénéficiaire traditionnelle à un véritable partenariat pour le développement. En 2003, le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il cesserait d'accepter l'aide étrangère au développement et proposé aux pays donateurs de rediriger leurs fonds vers les pays voisins plus pauvres.

Face à ces développements, la CE ne considère plus que son rôle consiste à apporter une aide au développement mais plutôt à faciliter le partage de connaissances et à être un partenaire dans un dialogue politique étendu sur des questions sectorielles essentielles. Le futur partenariat Thaïlande-CE se concentrera sur la coopération dans un large éventail de domaines d'intérêt mutuel, comme indiqué dans le projet d'accord de partenariat et de coopération (APC)<sup>1</sup>, et reposera sur l'expertise des deux partenaires.

À cette fin, la coopération sera axée sur

- l'approfondissement des relations Thaïlande-CE dans divers domaines revêtant une importance stratégique et présentant un intérêt pour les deux partenaires, avec un accent particulier sur les relations économiques, la coopération scientifique et technologique, l'enseignement supérieur et la culture;
- la résolution des problèmes de capacité spécifiques, cruciale pour le progrès de l'agenda national de développement de la Thaïlande;
- la promotion de la coopération sur un agenda plus moderne incluant la bonne gouvernance, la justice et les affaires intérieures, les droits de l'homme et l'action contre les mines;
- le renforcement de la sensibilisation réciproque entre l'Europe et la Thaïlande.

Pour répondre aux défis posés par cette nouvelle approche de la coopération, des outils et instruments novateurs sont nécessaires. Dans ce contexte, il est proposé de créer un mécanisme de coopération Thaïlande-CE permettant une aide communautaire ciblée en faveur d'interventions stratégiques sur une base orientée vers la demande. Les domaines prioritaires du projet d'APC pourront bénéficier d'une aide financière dans le cadre de ce mécanisme. L'aide apportée par l'Europe en vertu du futur partenariat Thaïlande-CE sera complétée par plusieurs actions et par l'aide reçue dans le cadre des lignes budgétaires thématiques et régionales. Dans le cadre de l'instrument de coopération au développement (ICD), une allocation indicative de 17 millions d'euros a été dégagée pour la Thaïlande pour la période 2007-2013. Ces fonds pourront être complétés par des projets et programmes financés par le programme régional pour l'Asie et d'autres programmes thématiques.

Les activités menées dans le domaine de l'enseignement supérieur seront financées dans le cadre de la programmation régionale pour l'Asie.

---

<sup>1</sup> L'APC est toujours en cours de négociation et ne sera signé que quand un gouvernement démocratiquement élu sera en place en Thaïlande.

# 1. ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

## 1.1 Situation politique

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle et l'actuel chef de l'État, le roi Bhumibol Adulyadej, règne depuis 1946 et est vénéré par la population.

Après la consolidation de la démocratie au début des années 1990, la Thaïlande resta politiquement stable jusqu'à début 2006. Le Premier ministre Thaksin a alors été soumis à une énorme pression politique, accompagnée par de grandes manifestations organisées à la suite d'accusations d'abus de pouvoir, de conflit d'intérêts et de corruption portées contre lui. Pour atténuer les tensions, Thaksin a convoqué des élections anticipées, trois ans avant la fin de la législature. Celles-ci ont eu lieu le 2 avril 2006. Elles ont été boycottées par l'opposition et ensuite annulées par la Cour constitutionnelle. Un autre scrutin était prévu fin 2006, et les observateurs s'attendaient à ce que le *Thai Rak Thai*, le parti de Thaksin, les remporte à nouveau grâce au soutien dont il jouissait toujours dans les zones rurales. Cependant, le 19 septembre 2006, un coup d'État pacifique dirigé par le général Sonthi Boonyaratglin a renversé le Premier ministre intérimaire Thaksin. Les leaders du coup d'État, réunis sous l'appellation de « Conseil des réformes démocratiques » (CRD), ont déclaré qu'il fallait intervenir pour restaurer un processus démocratique mis en péril par le Premier ministre Thaksin et ont assuré ne pas vouloir s'accrocher au pouvoir. La majorité de la population a appuyé le coup d'État et le roi en a approuvé les auteurs dès le lendemain. Cependant, au vu de l'histoire riche en coups d'État de la Thaïlande, on peut s'inquiéter quant à la vitesse à laquelle la démocratie sera rétablie. De même, il y a quelques préoccupations en matière de droits de l'homme, notamment face à l'application de la loi martiale dans certaines provinces et aux restrictions que les leaders du coup d'État ont imposées, quoique temporairement, aux activités politiques, à la liberté de réunion et aux médias.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2006, le CRD a nommé Surayud Chulanont au poste de Premier ministre du gouvernement civil intérimaire, qu'il a doté d'une constitution provisoire. Ce gouvernement intérimaire a travaillé à une constitution permanente à adopter en 2007, et de nouvelles élections ne sont prévues qu'en octobre prochain. Après la désignation du gouvernement intérimaire, le CRD s'est transformé en Conseil de sécurité nationale (CSN), qui exerce un pouvoir de contrôle étendu sur ledit gouvernement.

La désormais défunte « Constitution populaire » de 1997 a jeté les bases de l'introduction d'un système législatif moderne en garantissant les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la participation du public à la vie démocratique. On s'attend à ce que la nouvelle Constitution contienne des dispositions similaires. Si la Thaïlande s'emploie à ancrer ces valeurs dans les institutions et la société, les observateurs internationaux ont mis en évidence la dégradation de la situation du pays en matière de droits de l'homme ces dernières années. Les exécutions extrajudiciaires présumées, les arrestations arbitraires et l'impunité dont bénéficient les forces de sécurité (concernant en particulier la « guerre contre la drogue » lancée en 2003) figurent parmi les problèmes le plus souvent évoqués. En outre, le trafic d'êtres humains, la condition des réfugiés birmans et des travailleurs migrants, ainsi que les droits des minorités ethniques résidant à l'intérieur des frontières thaïlandaises constituent également des problèmes importants.

À la suite du tsunami qui a dévasté les zones côtières de six provinces du sud du pays en décembre 2004, la Thaïlande a établi un mécanisme de réaction rapide efficace et

l'action engagée du gouvernement dans la coordination de l'aide a permis un prompt redressement et a dopé la popularité du gouvernement Thaksin.

Depuis janvier 2004, les trois provinces méridionales à majorité musulmane sont touchées par une escalade de la violence, qui a fait plus de 1 700 victimes (chiffres arrêtés fin 2006). Les troubles permanents dans le sud du pays posent un défi politique majeur au gouvernement. Les experts en sécurité ont indiqué qu'un conflit durable pourrait préparer le terrain à l'implication de groupements terroristes internationaux et faire le lit du fondamentalisme religieux. Il n'y a toutefois pour l'instant aucune preuve permettant de conclure à l'existence de liens avec des réseaux terroristes régionaux ou internationaux. Le bouleversement politique entraîné par le gouvernement intérimaire, qui propose le dialogue aux insurgés, présente des excuses publiques pour les erreurs commises par le passé par certains éléments des forces de sécurité, s'engage dans un dialogue positif avec la Malaise et restaure la SBPAC<sup>2</sup>, l'ancienne plateforme de résolution des conflits et de développement, laissent espérer que le conflit pourrait être résolu à moyen terme.

La Thaïlande est partie à la plupart des conventions internationales et possède le statut d'observateur à l'OSCE depuis 1999. Elle a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ICCPR) mais n'a pas signé le protocole facultatif sur la peine de mort. La commission des droits de l'homme des Nations unies a noté en juillet 2005 que certaines des déclarations faites à l'époque de la signature du pacte par la Thaïlande équivalent à des réserves (article 2) et que le pacte n'a pas encore été totalement transposé dans la législation nationale, ce qui empêche dans la pratique que ses dispositions soient invoquées devant les tribunaux.

Les minorités ethniques vivant dans les zones frontalières avec le Myanmar sont victimes d'une répression féroce, y compris de travail forcé et de déplacement, depuis la prise du pouvoir par l'armée dans ce pays en 1988. Cela a entraîné des mouvements migratoires massifs vers les pays voisins, en particulier vers la Thaïlande, l'Inde et le Bangladesh. En 2006, la Thaïlande avait accueilli quelque 140 000 réfugiés d'origine birmane dans les camps situés le long de la frontière entre les deux pays. La CE et les États membres apportent un soutien financier important aux ONG internationales venant en aide aux réfugiés birmans vivant en Thaïlande. La Thaïlande n'a pas ratifié la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951.

Le trafic d'êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, est un problème social majeur dans la région. Le nombre annuel de victimes de ce trafic dans la région est estimé entre 200 000 et 450 000. Le gouvernement thaïlandais a pris des mesures pour prévenir et lutter contre le trafic et pour assister les victimes.

À cause des conflits et des insurrections du passé, le sol thaïlandais est truffé de mines et de munitions non explosées (UXO) le long des quatre frontières. D'après l'enquête sur l'impact des mines antipersonnel (EIM) menée en 2000-2001, 27 provinces frontalières du Cambodge, du Laos, du Myanmar et de la Malaisie sont gravement touchées, et 531 localités sont affectées. Ayant signé le traité sur l'interdiction des mines antipersonnel (MBT ou Convention d'Ottawa) en 1999, la Thaïlande doit détruire toutes les mines antipersonnel se trouvant dans les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle pour le 1<sup>er</sup> mai 2009 au plus tard.

## **1.2 Situation économique**

La crise financière qui a frappé l'Asie en 1997 a débuté en Thaïlande et a mis un terme soudain à trois décennies de croissance économique sans précédent, qui avaient contribué à une amélioration impressionnante des indicateurs socioéconomiques du

---

<sup>2</sup> Centre d'administration des provinces frontalières méridionales

pays. La Thaïlande a été un des pays les plus touchés et a vu son PIB réel chuter de 10,4% en 1998.

Après la crise, la Thaïlande a mis en œuvre un programme de réforme économique globale axé sur la stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles dans les secteurs commercial et financier. Depuis lors, elle connaît une reprise économique rapide. En 2002, le PIB réel avait retrouvé son niveau d'avant la crise et a enregistré une croissance moyenne de 6,4% les deux années suivantes, soutenue par la consommation domestique, l'essor de l'industrie manufacturière, les bonnes performances des exportations et des taux d'intérêt faibles.

Plus récemment, plusieurs facteurs ont ralenti la croissance, dont la hausse du prix du pétrole, la phase descendante du cycle de l'électronique, le tsunami, la sécheresse prolongée et les troubles dans le sud du pays. Le coup d'État de septembre 2006 n'a toutefois pas eu d'effets à long terme significatifs sur la situation économique. Si la Thaïlande a enregistré des excédents commerciaux au cours des années qui ont suivi la crise financière asiatique, 2005 a été marquée par un déficit de quelque 5 milliards d'euros dû à une forte hausse des importations d'énergie, de capitaux et de matières premières. Le taux de croissance annuel a été de 6,2 % en 2004 et de 4,4% en 2005. Les perspectives économiques à moyen terme restent cependant positives, avec des taux de croissance attendus de 4,5% pour 2006 et 5,5% pour 2007<sup>3</sup>.

Depuis 2001, la Thaïlande poursuit une «politique à double voie» visant à consolider ses fondations économiques nationales tout en renforçant ses liens vers les marchés mondiaux par le biais du commerce international et des investissements. Plusieurs initiatives de développement en faveur des pauvres ont été lancées par le gouvernement Thaksin et, si ces programmes ont contribué à un soulagement de la pauvreté dans certaines régions, ils ont aussi entraîné une hausse rapide de l'endettement des ménages. Parallèlement, la Thaïlande a diversifié ses exportations dans un effort visant à réduire sa dépendance vis-à-vis des destinations traditionnelles. Les exportations vers les pays voisins de l'ANASE, la Chine et le Moyen-Orient ont enregistré une forte croissance ces dernières années. L'investissement étranger direct (IED) est revenu à son niveau global d'avant la crise.

Les finances publiques se sont nettement améliorées depuis la crise de 1997 et ont été soumises à un processus de consolidation. La dette publique s'élève à environ 50% du PIB, la majorité de la dette étant à long terme et en devise locale et le coût de la dette restant à quelque 15-16%. L'équilibre budgétaire est envisagé pour 2006. Cependant, le plan d'application de grands programmes d'investissement dans les infrastructures publiques dans les secteurs des transports et de l'énergie ces prochaines années exigera du gouvernement qu'il suive de très près la viabilité de la dette et la stabilité macroéconomique. En outre, les importantes dépenses non budgétaires ont suscité des inquiétudes quant aux capacités contingentes du gouvernement, qui pourraient menacer la stabilité budgétaire.

### **1.3 Structure commerciale**

Ces vingt dernières années, les résultats remarquables des exportations thaïlandaises ont été un des moteurs de la croissance économique. Si la Thaïlande est considérée comme une économie relativement ouverte, le pays maintient des tarifs douaniers élevés sur de nombreux produits, notamment les produits agricoles, semi-finis et finis.

---

<sup>3</sup> FMI - Perspectives de l'économie mondiale

Bien que la Thaïlande soit un des plus gros exportateurs de produits agricoles du monde, 80% de ses exportations annuelles se composent de produits industriels, surtout d'ordinateurs et de composants informatiques, de voitures et pièces de voitures, de circuits électroniques, du caoutchouc, de télévisions, de radios et de pièces de télévisions et de radios. Les principales destinations des exportations thaïlandaises sont les pays de l'ANASE, les États-Unis, l'UE et le Japon.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial de la Thaïlande, représentant environ 11,6% du volume de son commerce extérieur et 13,9% (pour un montant de 11,96 milliards d'euros) de ses exportations en 2005. Depuis la crise financière asiatique, la Thaïlande enregistre chaque année vis-à-vis de l'UE un excédent commercial (s'élevant à 3,3 milliards d'euros en 2005). Les relations commerciales bilatérales sont généralement bonnes mais certains problèmes comme celui de l'accès au marché doivent être résolus. La Thaïlande s'inquiète de certains aspects de la politique européenne en matière de sécurité alimentaire et de normes environnementales, tandis que la CE s'est préoccupée de l'application des droits de propriété intellectuelle, des restrictions à la libéralisation des services et des conditions de travail dans certains secteurs de l'économie.

La Thaïlande est engagée simultanément dans des négociations commerciales multilatérales et bilatérales. Depuis 2002, elle est particulièrement active dans les négociations sur l'accord de libre-échange (ALE) et négocie ou a conclu à ce jour 14 ALE (soit bilatéralement, soit dans le contexte de l'ANASE). Le pays participe également aux initiatives de dialogue sur des sujets économiques et commerciaux dans le cadre de la CEAP et de l'ASEM. Le «groupe de vision» ANASE-UE a été établi en 2005 afin d'examiner la faisabilité de nouvelles initiatives, y compris un ALE, et de développer le partenariat entre les deux organisations. La Thaïlande a fait part d'un grand intérêt pour la négociation d'un ALE avec l'UE.

#### **1.4 Situation sociale**

La Thaïlande est classée parmi les pays à revenu moyen inférieur. Sa population est de 65,4 millions d'habitants (2005) et son PIB par habitant tourne autour de 2 300 USD. La Thaïlande a atteint les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour la pauvreté, la nutrition, les questions de genre, le VIH/sida et la malaria bien en avance sur le programme et envisage maintenant de réaliser un ensemble d'objectifs plus ambitieux appelé «OMD +». L'incidence de la pauvreté au niveau national est en forte baisse, chutant de 27,2% (1990) à 9,8% (2002) et diminuant de plus de moitié le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. La pauvreté semble être un phénomène essentiellement rural et est particulièrement prononcée dans les provinces du nord-est.

L'éradication de la pauvreté reste un objectif déclaré et le programme OMD + de la Thaïlande pour 2009 prévoit la réduction de la proportion de pauvres à moins de 4%. Cependant, la forte augmentation récente de la dette des ménages et le creusement du fossé des revenus entre riches et pauvres, ainsi que les disparités régionales persistantes laissent à penser que la réalisation de cet objectif restera difficile.

Les communautés rurales pourraient rencontrer de grandes difficultés à maintenir leur niveau de revenu face à l'ouverture du marché thaïlandais, qui devrait entraîner une baisse des prix des produits agricoles. L'agriculture ne contribue au PIB qu'à concurrence de 10% mais emploie 60% de la main-d'œuvre, dont un tiers de petits exploitants. La compétitivité insuffisante du secteur agricole pourrait déboucher sur le chômage, les migrations et la désintégration sociale dans les zones rurales, décomposant ainsi le tissu social traditionnel.

En dépit des développements positifs en matière de réduction de la pauvreté et de création d'emplois, la pénurie d'emplois décents reste un gros problème en Thaïlande. La restructuration des économies asiatiques a entraîné une croissance de l'économie parallèle. En Thaïlande, le secteur informel représente environ 50% des emplois, souvent de qualité médiocre, non productifs, non rémunérateurs et sans sécurité de l'emploi ni protection sociale. La pauvreté reste un des facteurs déterminants qui incitent les individus à accepter des emplois peu attractifs dans l'économie informelle, et les faibles revenus offerts créent un cercle vicieux de la pauvreté.<sup>4</sup>

Lors du premier mandat du gouvernement Thaksin, plusieurs initiatives ont été lancées pour lutter contre la pauvreté sur le terrain, notamment un fonds pour le microcrédit, un moratoire sur la dette des agriculteurs, des programmes de logement social, de soins de santé et d'éradication de la pauvreté. Au cours de cette période, la relance économique et la croissance impressionnante résultant de la hausse des exportations et de la demande (favorisée par un accès facilité au crédit) ont soutenu les efforts de réforme du gouvernement. La durabilité de ces programmes de politique économique expansionniste en période de ralentissement doit encore être mise à l'épreuve. Le gouvernement intérimaire du Premier ministre Surayud a annoncé la poursuite de la plupart de ces politiques.

En règle générale, s'il faut saluer l'amélioration impressionnante des principaux indicateurs socioéconomiques de la Thaïlande, le pays doit encore relever des défis qui pourraient mettre à mal la durabilité de sa croissance économique et de sa compétitivité, comme par exemple le nombre inadéquat de travailleurs qualifiés, le niveau inadéquat de développement technologique, les goulets d'étranglement dans les infrastructures, les déficiences du travail décent et la dégradation de l'environnement.

La Thaïlande a été récemment frappée par la grippe aviaire, qui est devenue endémique chez la volaille, les oiseaux sauvages et les canards. Les mesures sanitaires reposent essentiellement sur l'abattage systématique (plus de 60 millions de volatiles ont été abattus) parce que la vaccination est interdite par la loi. La maladie a également fait 25 victimes humaines (5 en 2005 et 3 en 2006), dont 17 sont décédées (2 en 2005 et 3 en 2006). Le coût global pour l'économie thaïlandaise a été estimé à 1,6 milliards d'euros. La Thaïlande maîtrise désormais la situation grâce au plan stratégique national 2005-2007 pour la lutte contre la grippe aviaire et la préparation à la pandémie.

### **1.5 Situation environnementale**

La transition économique rapide vécue par la Thaïlande a eu des conséquences environnementales négatives ces dernières décennies. Des niveaux importants de dégradation de l'environnement peuvent être observés dans différentes régions. Dans les zones côtières, l'industrialisation rapide et la gestion non durable des ressources naturelles ont débouché sur la déforestation des mangroves afin de permettre l'élevage des crevettes et des pratiques de pêche agressives. La superficie boisée a fortement diminué à la suite du développement industriel rapide et de la nécessité de disposer de terres arables pour les activités agricoles, même si la déforestation a ralenti ces derniers temps. Dans les zones urbaines, les principaux problèmes environnementaux sont la pollution de l'eau par les déchets organiques et industriels, la pollution de l'air due au trafic et les grandes quantités de déchets solides générés par les bâtiments industriels et commerciaux et les ménages. Dans toutes les zones urbaines, les installations d'évacuation et de traitement des eaux usées et des déchets solides sont insuffisantes.

---

<sup>4</sup> *Making decent work an Asian goal*, rapport du directeur général, 14<sup>e</sup> réunion régionale du BIT, Busan, République de Corée, octobre 2005.

En principe, la Thaïlande est dotée d'une politique relativement avancée pour lutter contre ces problèmes environnementaux. En 2002, le ministère des ressources naturelles et de l'environnement a été créé afin de renforcer le cadre institutionnel. Plusieurs lois et règlements en matière d'environnement sont en cours de révision et de mise à jour afin de fournir une base juridique adéquate pour une gestion plus efficace et intégrée des ressources et de l'environnement. Il reste de grands défis à relever pour ce qui est du respect et de l'application des règles environnementales.

De plus, il faut renforcer la capacité des autorités locales et provinciales de gestion de l'environnement afin de leur permettre d'appliquer efficacement la législation conformément au processus de décentralisation.<sup>5</sup> La reproduction des initiatives locales fructueuses de gestion des ressources naturelles devrait être encouragée. La capacité des autorités à contrôler et à appliquer les lois et règlements doit également être améliorée.

Afin de faciliter les relations commerciales entre la Thaïlande et l'UE, les activités destinées à promouvoir le transfert de technologies respectueuses de l'environnement et à aider l'industrie thaïlandaise à se conformer aux normes environnementales doivent être encouragées et soutenues.

### **1.6 Questions transversales**

Les femmes représentent 47% de la main-d'œuvre officielle en Thaïlande; il s'agit là d'un des taux de participation les plus élevés du monde. Les femmes travaillent dans l'agriculture, l'industrie et les services, mais présentent une tendance générale à l'emploi informel. En dépit de leur contribution importante à la croissance économique, seules quelques femmes occupent des fonctions dirigeantes dans la société. Le pourcentage de femmes au sein de l'ancien Parlement était de 10,6 %. Les modèles culturels patriarcaux ont la vie dure et empêchent de parvenir à une égalité de traitement en Thaïlande.

Le gouvernement Thaksin avait déclaré son objectif de doubler la proportion des femmes au Parlement national, au sein des organisations administratives des sous-districts et des fonctions d'encadrement de l'administration civile dans le cadre de l'OMD + concernant **l'égalité de traitement**. Les mesures visant à combler les disparités entre les sexes sont jusqu'ici fondées sur des quotas afin d'assurer la représentation et la participation des femmes dans certains comités et commissions gouvernementaux.

Le projet d'APC réitère que Thaïlande et l'UE s'attendent à promouvoir **l'état de droit** et la **bonne gouvernance**.

## **2. POLITIQUE DE LA THAÏLANDE**

### **2.1 Agenda politique de la Thaïlande**

Les plans nationaux de développement économique et social sont au cœur de la politique thaïlandaise depuis plus de 35 ans, fixant la vision et les orientations stratégiques du développement national à moyen terme.

Le 9<sup>e</sup> plan national de développement économique et social (2002-2006) plaidait pour une approche holistique du développement orientée vers les individus et intégrant les

---

<sup>5</sup> Voir le résumé du profil environnemental du pays (annexe 4) pour de plus amples informations.

aspects économiques, sociaux, politiques et environnementaux afin de renforcer les bases économiques et sociales de la Thaïlande pour une croissance durable à long terme. Tout en reconnaissant les progrès accomplis vers la reprise après la crise financière asiatique, le plan soulignait explicitement la nécessité de poursuivre la restructuration, en particulier dans le secteur financier, et d'améliorer la position scientifique et technologique de la Thaïlande sur la scène mondiale afin de permettre au pays d'approfondir son développement économique et d'assurer une croissance forte et durable basée sur la connaissance. La bonne gouvernance, les réformes politiques et une société civile renforcée sont considérées comme les pierres angulaires du développement durable.

Le 10<sup>e</sup> plan national de développement économique et social (2007-2011) doit être vu comme une réponse aux défis économiques et sociaux identifiés lors de la mise en œuvre du plan précédent. Il est formulé sur la base des objectifs économiques et de développement suivants:

- consolider les fondations pour une croissance économique forte et durable,
- améliorer la capacité de la Thaïlande à créer une valeur ajoutée et renforcer la compétitivité du pays par le développement d'une économie de la connaissance,
- promouvoir le développement humain pour réduire la pauvreté par la poursuite de la réforme du secteur social,
- renforcer les liens économiques de la Thaïlande avec le marché mondial par la négociation d'ALE afin d'assurer les échanges commerciaux et les investissements.

Sous le Premier ministre Thaksin, la Thaïlande avait adopté une position en matière de politique étrangère clairement orientée vers le commerce et revêtant un fort accent subrégional et bilatéral. Les principaux objectifs du gouvernement Thaksin en termes de relations extérieures étaient d'instaurer une diplomatie économique renforcée avec les principaux partenaires commerciaux dans le monde entier et de promouvoir les prétentions thaïlandaises de leadership régional en intensifiant les relations avec les pays voisins. On ne sait pas encore si cette politique se poursuivra sous le gouvernement intérimaire Surayud. Si la Thaïlande participe aux forums d'intégration régionale tels que l'ANASE, l'ASEM et la CEAP, elle a parallèlement entamé plusieurs autres initiatives politiques et économiques visant à renforcer son profil de leader régional, comme le Dialogue de coopération asiatique (ACD) et l'ACMECS (Stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mekong). Grâce à cette dernière initiative et à d'autres, la Thaïlande consolide sa position de fournisseur d'aide au développement à ses voisins plus pauvres (Cambodge, Laos, Vietnam et Myanmar). En 2003, l'APD thaïlandaise s'est élevée à 167 millions de dollars, soit 0,13% de son revenu national brut (RNB). La majeure partie de l'APD thaïlandaise (86%) est destinée au développement des infrastructures de base par le biais de prêts à taux réduit.

L'intensification des relations avec la Chine et l'engagement constructif à l'égard du régime birman sont d'autres manifestations de la politique thaïlandaise active de rapprochement avec les pays voisins.

De plus, la Thaïlande maintient d'étroites relations politiques, économiques et de sécurité avec les États-Unis, parfois troublées par des allégations de violations des droits de l'homme et sa position politique vis-à-vis du Myanmar.

Les relations américano-thaïlandaises sont solides et durables, basées sur le commerce et la coopération économique et au développement. L'UE a déployé des efforts pour

faciliter l'accès aux marchés des produits thaïlandais et pour promouvoir les investissements en Thaïlande.

## 2.2 Évaluation du processus de réforme

Malgré une rapide relance économique après la crise financière asiatique, la Thaïlande doit encore relever bien des défis pour soutenir les bonnes performances économiques du pays à moyen et long termes. Afin d'atténuer la vulnérabilité économique de la Thaïlande, il est essentiel de garantir l'exécution du vaste programme en cours de **réformes économiques** structurelles, notamment en mettant l'accent sur la restructuration du secteur financier et des entreprises, sur les réformes législatives en matière de gouvernance d'entreprise et de faillite et sur les privatisations. La création d'un environnement propice aux entreprises sera cruciale pour attirer les investissements étrangers directs, créer des emplois, renforcer la croissance de la productivité et améliorer les conditions de travail. Les investissements dans les infrastructures et le capital humain sont d'autres piliers importants de la compétitivité future de la Thaïlande et de sa croissance économique basée sur la connaissance. Au vu des incertitudes actuelles entourant les perspectives de croissance mondiale et des prévisions de prix élevés du pétrole et de resserrement monétaire global, il est judicieux de renforcer l'économie thaïlandaise afin de la rendre plus résistante aux chocs extérieurs et aux crises.

Il reste plusieurs grands défis à relever dans le cadre du programme de **réformes sociales** de la Thaïlande. Pour lutter contre les disparités considérables de revenu, les politiques de redistribution doivent veiller à répartir les bénéfices de la croissance économique de manière plus équitable entre les groupes socioéconomiques. En outre, les mécanismes de protection sociale doivent être améliorés pour amoindrir l'impact des ralentissements économiques potentiels et des restructurations futures.

De l'avis général, une réforme globale du système éducatif est une condition indispensable au succès de l'économie thaïlandaise. Ayant presque atteint l'éducation primaire universelle, la Thaïlande se concentre maintenant sur la mise à niveau de la qualité de son système éducatif afin de développer les compétences, d'approfondir le développement humain et de renforcer la capacité d'innovation du pays.

Dans le secteur de la santé, des politiques et moyens idoines sont requis pour améliorer les services sanitaires dans le nord-est et dans les trois provinces majoritairement musulmanes du sud, qui sont en retard par rapport au reste du pays. Il faut parvenir à une plus grande équité en améliorant l'accès aux des soins de santé et leur qualité. L'introduction d'une assurance maladie constitue une des stratégies visant à améliorer le financement du secteur afin d'arriver à la couverture universelle voulue par la Constitution de 1997. L'introduction d'un régime universel de soins de santé en 2001 a été une étape essentielle de la réforme du système. Cependant, des préoccupations ont été soulevées quant à la qualité des soins et à la viabilité financière de ce programme.

Immédiatement après le coup d'état, le chef du CSN, le général Sonthi, a annoncé un programme de **réformes politiques** et adopté une Constitution provisoire pour le gouvernement intérimaire civil. Celui-ci travaille à une Constitution permanente qui sera basée sur celle de 1997. Les nouvelles élections ne sont prévues qu'en octobre 2007.

En octobre 2003, le gouvernement Thaksin a lancé l'initiative « CEO-Governor », qui avait pour but de céder le pouvoir décisionnel aux gouverneurs des provinces afin d'en accroître l'efficacité. Les pouvoirs locaux doivent disposer d'autres capacités pour assumer leurs nouvelles responsabilités. La **réforme administrative** était un

objectif déclaré du gouvernement Thaksin pour renforcer l'efficacité et l'efficacité de l'administration publique. La bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la réduction drastique des contraintes administratives sont les grands enjeux du programme de réformes administratives pour les années à venir.

### **3. APERÇU DE LA COOPÉRATION PASSÉE ET ACTUELLE AVEC LA CE, DE SA COORDINATION ET DE SA COHÉRENCE**

#### **3.1 Aperçu de la coopération passée et actuelle**

Après la crise financière asiatique, la stratégie de coopération de la Commission européenne s'est axée sur une aide au gouvernement thaïlandais dans la résolution des problèmes les plus urgents en vue d'améliorer la situation socioéconomique, en particulier la création de nouveaux emplois, l'amortissement social de la crise économique, les mesures de stabilisation des communautés rurales et une assistance technique pour réformer le secteur financier. En 1998, le Dialogue Europe-Asie (ASEM) II a confirmé l'engagement de l'Union européenne à venir en aide aux pays frappés par la crise, y compris la Thaïlande. En juin 2005, la Thaïlande avait reçu 18% du budget du fonds fiduciaire de l'ASEM (c'est-à-dire 5,62 millions d'euros sur vingt millions) pour soutenir la mise en œuvre de treize projets de réforme des secteurs social et financier et pour atténuer l'impact social négatif de la crise.

Ces dernières années, la Thaïlande s'est progressivement défaits de son statut de pays bénéficiaire de l'aide publique au développement. Comme il n'était plus nécessaire de financer autant la coopération au développement, la Commission européenne s'est tournée vers l'assistance technique à la réalisation des objectifs nationaux de développement de la Thaïlande et la promotion de la coopération économique dans l'intérêt réciproque de la Thaïlande et de l'UE. Globalement, en phase avec la position politique du gouvernement thaïlandais<sup>6</sup>, l'intérêt des donateurs est passé de l'aide financière aux infrastructures physiques à l'assistance technique aux infrastructures sociales, orientée vers le développement des ressources humaines, le soulagement de la pauvreté et l'environnement. Reflétant les nouvelles réalités d'un partenariat plus mûr et plus large, la Commission a diversifié sa structure de sélection des partenaires, accueillant des intervenants allant des organes du gouvernement aux associations du secteur privé, en passant par les universités et les ONG. Elle s'est de plus en plus concentrée sur des secteurs spécifiques tels que l'environnement et la pêche et sur les projets dans les domaines des politiques sociales, de la promotion des PME et du développement des ressources humaines.

Lors de la réunion des hauts fonctionnaires (SOM) de mars 2001, il a été convenu que la coopération CE-Thaïlande évoluerait d'une approche centrée sur les projets vers un processus global basé sur un dialogue politique étendu. Le financement de projets doit servir à faciliter la mise en place des questions de coopération convenues dans le cadre de ce dialogue.

---

<sup>6</sup> En novembre 2003, l'ancien Premier ministre Thaksin a annoncé qu'à partir de 2004, la Thaïlande « (...) ne recevra[it] ou ne demandera[it] une aide financière (...) extérieure que si cette aide est octroyée sans conditions, engagements ni obligations susceptibles de faire perdre à la Thaïlande son pouvoir de négociation d'égal à égal avec le pays concerné ». Les autorités thaïlandaises ont toutefois indiqué que l'assistance technique serait dans la pratique la bienvenue si elle est fournie sur la base d'un partenariat plutôt que sous la forme d'une relation traditionnelle entre donateur et bénéficiaire. Cette ligne politique n'a pas changé avec le tsunami de décembre 2004, lorsque le gouvernement thaïlandais a monté une opération de réaction rapide complétée par l'assistance technique apportée par la communauté des donateurs.

Pour l'instant, la Thaïlande bénéficie des projets et programmes soutenus par l'Union européenne suivants, appliqués en partenariat avec toute une gamme d'intervenants locaux:<sup>7</sup>

- coopération bilatérale: 3 projets dans les secteurs de la santé publique, de l'environnement/des ressources naturelles et de la coopération économique, pour un total de 18 millions d'euros;
- coopération avec l'ANASE: 24 projets dans les secteurs de l'enseignement supérieur, des droits et des normes de propriété intellectuelle, de l'énergie, de l'environnement et de la coopération économique, pour un total de 58,31 millions d'euros;
- coopération en Asie: 51 projets dans les secteurs de l'enseignement supérieur, du commerce et des investissements, de l'environnement et des TIC, pour un total de 13,67 millions d'euros;
- coopération dans le cadre de l'ASEM: 2 projets dans le secteur des réformes financières et sociales, pour un total de 6,23 millions d'euros;
- lignes budgétaires/programmes horizontaux (ONG): 5 projets dans les secteurs de la santé et de l'environnement, pour un total de 24,23 millions d'euros;
- aide aux populations déracinées (ligne budgétaire pour l'aide aux populations déracinées) et aide humanitaire (ECHO): 14 projets, pour un total de 19,26 millions d'euros.

L'aide européenne bilatérale dégagée entre 2002 et 2006 s'élevait à 13,2 millions d'euros, dont 10 millions dans le cadre du PIN 2002-2004 et 3,2 millions programmés au titre du PIN 2005-2006.

Le PIN 2002-04 prévoyait:

- une assistance technique à la réforme des services de santé publique (5 millions d'euros), et
- la création d'un instrument CE-Thaïlande pour les petits projets (SPF), géré par la délégation de la CE à Bangkok, pour soutenir des projets liés au commerce et aux investissements (5 millions d'euros).

Le PIN 2005-2006 a alloué 3,2 millions d'euros au financement de bourses destinées aux étudiants diplômés thaïlandais au titre d'une « fenêtre Thaïlande » relevant du programme communautaire Erasmus Mundus. Dans la pratique, des bourses permettant d'étudier en Europe sont accordées aux étudiants thaïlandais en plus de celles financées par le programme mondial Erasmus Mundus.

La Thaïlande a également participé activement au 6<sup>ème</sup> programme-cadre de recherche où 29 équipes thaïlandaises ont participé à 26 collaborations internationales de recherche, plusieurs dans la complémentarité directe aux activités de développement, y compris le projet CHARM. Cette collaboration s'est concentrée principalement sur les produits alimentaires, la santé, l'environnement, mais aussi la société de l'information, la nanoscience et d'autres secteurs.

**Enseignements tirés.** Le projet de réforme des soins de santé a contribué à la préparation et la mise en œuvre du programme de « couverture universelle » de l'assurance santé en fournissant une assistance technique au ministère thaïlandais de la santé publique. Si le programme « 30-THB » a grandement amélioré l'accès aux soins de santé des groupes précédemment défavorisés, son succès devra être

---

<sup>7</sup> Une liste exhaustive des projets financés par la Commission européenne en Thaïlande est jointe en annexe 3.

consolidé, notamment par une aide à l'office national de sécurité sociale apportée lors de la deuxième phase du projet.

Les projets de gestion des habitats côtiers et des ressources du littoral (*Coastal Habitats and Resources Management*, CHARM) et de sanctuaire naturel de Phu Khieo visent tous deux à promouvoir l'implication des communautés locales dans la protection et la préservation des ressources naturelles. C'est très important dans le contexte thaïlandais, où la décentralisation du processus décisionnel et la participation des communautés locales ont été introduits en 1997 lors de la révision de la Constitution. Les projets couvrent des activités de sensibilisation aux valeurs environnementales et de conservation et l'ouverture de dialogues et de partenariats entre les villageois et les autorités locales. Si des cas ou exemples prometteurs d'implication des communautés et pouvoirs locaux ont été observés au niveau provincial/local, les efforts doivent être poursuivis à l'échelon national pour assurer une plus grande durabilité à long terme.

Le taux de participation élevé à la fenêtre Thaïlande du programme Erasmus Mundus confirme que celui-ci jouit d'un grand intérêt de la part des étudiants thaïlandais et s'inscrit bien dans les priorités nationales. De plus, l'expérience a montré que le programme Small Project Facility (SPF) UE-Thaïlande s'intègre bien dans le contexte thaïlandais et répond à la demande de l'industrie thaïlandaise d'assistance technique liée aux aspects réglementaires des échanges commerciaux. En 2005, plus de 60 propositions de projets ont été introduites lors du premier appel lancé au titre du volet orienté vers la demande du SPF, dont 19 ont été approuvées, pour un financement total absorbant presque toute l'allocation annuelle de 3 millions d'euros. En 2006, dix projets ont été sélectionnés, pour un financement total d'un million d'euros. Le SPF contient également un volet proactif et flexible permettant à la délégation de la CE d'octroyer directement 10% des fonds du programme (440 000 euros) pour répondre à des demandes urgentes à court terme en matière de commerce émanant du gouvernement thaïlandais. Ce montant a été majoré des dépenses imprévues (140 000 euros) afin de couvrir les demandes thaïlandaises d'assistance technique. La totalité de l'enveloppe a été dépensée dans cinq actions telles que, pour la première année du programme, l'amélioration de la capacité du laboratoire national thaïlandais de tester la méthode de diagnostic de la grippe aviaire et le renforcement des capacités du secteur de la pêche ou, en 2006, la fourniture d'une assistance technique à court terme pour aider la Thaïlande à gérer le système régional d'alerte rapide pour les projets pilotes en matière d'alimentation (RRASF), le recrutement de deux experts chargés de conseiller la commission nationale des télécommunications sur les lignes directrices pour l'allocation et la gestion des fréquences, ou encore, pour ces deux années, l'organisation de séminaires et ateliers aidant à diffuser les informations sur l'accès aux marchés européens auprès des entreprises thaïlandaises et des agences gouvernementales concernées.

L'expérience du SPF indique également que les futurs programmes doivent être encore plus flexibles et permettre qu'au moins 20-30% des fonds soient directement alloués par la délégation. En effet, les objectifs multilatéraux, régionaux et bilatéraux en matière de politique commerciale et les besoins liés aux échanges ont tendance à changer beaucoup plus vite que le cycle de programmation de la Commission.

Une des grandes conséquences de l'évolution du statut de la Thaïlande de bénéficiaire de l'aide au développement et de ses ambitions à étendre son rôle de donateur émergent est que la coopération européenne doit être plus axée sur le partage de connaissances et le dialogue que sur les secteurs traditionnels du développement social. Des instruments novateurs de coopération avec les pays à revenu moyen

inférieur tels que le SPF et Erasmus Mundus se sont avérés adaptés au contexte thaïlandais.

### 3.2 Programmes des États membres de l'UE et des autres donateurs

L'activité des donateurs en Thaïlande connaît un fort déclin ces dernières années en raison du développement socioéconomique du pays et de la moindre nécessité d'une aide. Par conséquent, l'aide extérieure devient de plus en plus sélective. Les donateurs s'intéressent maintenant aux conseils politiques, à l'assistance technique et au renforcement des capacités, pour lesquels les transferts de moyens financiers jouent un rôle moins en vue. La majorité des interventions portent sur la coopération dans des secteurs tels que la compétitivité des entreprises, la gestion de l'environnement, l'enseignement supérieur et la collaboration en matière de recherche, où l'assistance technique peut toujours apporter une vraie valeur ajoutée.

La coordination entre les donateurs européens est facilitée par la délégation de la Commission en Thaïlande, qui organise des rencontres régulières avec les conseillers en coopération au développement des États membres afin de garantir l'harmonisation et la cohérence de l'approche.

Parmi les États membres de l'UE, l'Allemagne, la France et le Danemark sont les principaux prestataires d'aide à la Thaïlande.

Le programme de coopération de l'**Allemagne** vise à renforcer la compétitivité des PME du secteur agro-industriel en améliorant les services d'appui aux entreprises. Le programme, doté d'une enveloppe annuelle de 3,5 millions d'euros, sera progressivement démantelé après 2007.

Le programme de coopération franco-thaïlandais se concentre sur l'enseignement supérieur, la collaboration en matière de recherche, le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines dans toute une série de secteurs. En outre, la **France** étudie la possibilité de prendre part à des activités de coopération trilatérales avec la Thaïlande dans les pays voisins.

L'aide environnementale apportée par le **Danemark** est axée sur la gestion des ressources naturelles, la gestion de l'environnement urbain, l'énergie durable et le mécanisme pour un développement propre. Le programme de partenariat encourage la participation du secteur privé aux activités environnementales.

Pour ce qui est de l'assistance offerte par des pays tiers, l'aide du **Japon** (JICA) est orientée vers les domaines prioritaires (1) du renforcement de la compétitivité, (2) du développement social et de la réduction de la pauvreté, (3) du développement durable et de la protection de l'environnement et (4) de la coopération régionale.

L'aide apportée par l'**Australie** à la Thaïlande s'élève à environ 4,5 millions d'euros en 2005-2006, dont quelque 1,3 millions par le biais d'un programme bilatéral tourné vers le renforcement de la capacité de la Thaïlande à affronter les problèmes économiques et de gouvernance du secteur public. Le programme régional australien pour l'Asie aborde les défis transfrontaliers du développement et du renforcement de la coopération régionale et de l'intégration économique. La stratégie actuelle soutient la coopération à travers l'ANASE et la CEAP et accorde la priorité aux programmes de lutte contre la traite des êtres humains, le trafic de stupéfiants et les maladies transmissibles transfrontalières telles que la grippe aviaire et le SRAS.

Dans leur plan-cadre pour l'aide au développement (UNDAF) pour la période 2007-2011, les **Nations unies** aborderont plusieurs domaines prioritaires, comme (i) la

protection sociale et l'accès facilité à des services sociaux de qualité, (ii) la bonne gouvernance, (iii) la gestion des ressources naturelles et de l'environnement et (iv) la prévention et le traitement du VIH/SIDA.

Le portefeuille thaïlandais de la **Banque asiatique de développement (BAD)** consiste essentiellement en l'octroi d'une assistance technique pour le renforcement des capacités dans certains secteurs. En outre, la Thaïlande participe au programme soutenu par la BAD pour la coopération économique dans la sous-région du Mekong (programme GMS), qui vise à promouvoir le développement économique et social des six pays riverains du Mekong en renforçant les liens entre eux. La Thaïlande envisage d'étendre son aide financière et technique aux pays voisins afin de soutenir certains projets et initiatives du programme GMS.

La **Banque mondiale** concentre son intervention sur la facilitation du partage d'informations et la fourniture de conseils politiques sur des questions structurelles à moyen terme. Dans ce contexte, elle se penche surtout sur le travail de diagnostic et de suivi et fournit une aide de mise en œuvre limitée à des domaines tels que la réforme du secteur public, la gouvernance et l'analyse et le suivi de la pauvreté.

La **Banque européenne d'investissement (BEI)** n'a pas été très active en Thaïlande jusqu'ici. Le dernier projet financé par la BEI remonte à l'an 2000 et concernait le contrôle du trafic aérien.

### 3.3 Analyse du dosage des mesures (cohérence)

Le projet d'accord de partenariat et de coopération (APC) fixe le cadre de la coopération Thaïlande-CE tout en assurant la cohérence de toutes les politiques communautaires. L'APC est en cours de négociation et ne sera signé que quand un gouvernement démocratiquement élu sera en place en Thaïlande.

Lors de l'application de la présente stratégie, une attention particulière sera accordée aux développements dans d'autres domaines de la politique communautaire, comme le commerce, les investissements, l'emploi et la politique sociale, l'éducation et la culture, la R&D, l'environnement, la justice et les affaires intérieures, afin d'assurer une cohérence.

Dans le contexte de l'accent mis dans ce document de stratégie sur la coopération économique, l'évolution de la politique commerciale sera suivie de près, en particulier au niveau des négociations de l'OMC, des progrès du dialogue sur les règles de la TREATI et de l'application des recommandations du « groupe de vision » de haut niveau chargé d'étudier la faisabilité d'un ALE entre l'UE et l'ANASE.

S'agissant de l'emploi et de la politique sociale, un accent particulier sera mis sur le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation et sur la promotion du travail décent en tant qu'objectif mondial. Ces questions sont également abordées à travers la coopération régionale de la CE dans le contexte de l'ASEM. Des thèmes connexes pourraient également faire leur apparition dans le dialogue politique et la coopération avec la Thaïlande et être couverts par l'instrument de coopération Thaïlande-CE.

Dans les domaines de la santé publique et de la sécurité alimentaire, la coopération en matière de réglementation a été renforcée aux niveaux bilatéral (CE-Thaïlande) et régional (CE-ANASE) dans un effort visant à relever les défis posés par la grippe aviaire hautement pathogène et à atténuer les litiges commerciaux opposant l'UE à la Thaïlande sur les questions sanitaires et phytosanitaires. Le principal moteur de cette

coopération est le partage d'informations et le renforcement des capacités; un accent particulier est mis sur l'information fiable et en temps utile des producteurs et sur le soutien à et l'exploitation des premières mesures prises par l'ANASE dans le sens d'une plus grande intégration régionale, y compris l'harmonisation des règlements et normes techniques.

#### **4. STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE (2007-2013)**

##### **4.1 Principes et objectifs de la coopération**

Si la Thaïlande est toujours considérée comme un pays à revenu moyen inférieur, elle a montré les signes d'une amélioration impressionnante de ses indicateurs de développement socioéconomique ces dernières décennies. Par conséquent, la nature des relations Thaïlande-CE a fondamentalement changé, passant d'une relation donateur-bénéficiaire traditionnelle à un véritable partenariat pour le développement. Face à ces développements, la CE ne considère plus que son rôle consiste à apporter une aide au développement, mais plutôt à faciliter le partage de connaissances et à être un partenaire dans un dialogue politique étendu sur des questions sectorielles essentielles. C'est aussi la raison pour laquelle des domaines tels que la santé ne seront plus considérés comme prioritaires et l'enseignement supérieur est privilégié par rapport à l'enseignement primaire et secondaire.

Signe de la maturité de ces relations, la Commission négocie actuellement avec la Thaïlande un APC qui fixe le cadre de la coopération future dans un large éventail de domaines d'intérêt mutuel.

Au vu du niveau avancé de développement socioéconomique de la Thaïlande et à la lumière des consultations avec le gouvernement thaïlandais, la société civile et d'autres donateurs, la future coopération entre la Thaïlande et la Commission européenne couvrira une large palette de domaines d'intérêt commun et reposera sur l'expertise des deux partenaires, comme indiqué dans le projet d'APC. L'objectif consiste à approfondir les relations entre la Thaïlande et la CE dans divers domaines revêtant une importance stratégique et présentant un intérêt pour les deux partenaires et à promouvoir le dialogue sur un programme moderne incluant la bonne gouvernance et les droits de l'homme, comme le souligne le cadre stratégique régional de la Commission. Pour répondre aux défis posés par l'approche de partenariat de la coopération, il faut un ensemble d'outils et de mécanismes de mise en oeuvre novateurs offrant un degré de flexibilité adéquat. Dans ce contexte, il est proposé de créer un mécanisme de coopération Thaïlande-CE permettant une aide communautaire ciblée en faveur d'interventions stratégiques sur une base orientée vers la demande. Les domaines prioritaires du projet d'APC pourront bénéficier d'une aide financière dans le cadre de ce mécanisme. La Commission prévoira une allocation spécifique de 17 millions d'euros pour la période 2007-2013 pour les activités dans ces domaines prioritaires.

En outre, la Thaïlande se profile elle-même comme un pays donateur et a mis au point plusieurs projets en faveur de ses voisins régionaux, qui bénéficieront d'un financement dans le cadre de l'initiative thaïlandaise ACMECS. La Commission européenne pourrait jouer un rôle dans la facilitation du partage des connaissances concernant l'expérience du développement de la Thaïlande à travers des activités de coopération trilatérale dans les pays voisins, en particulier avec le Cambodge, le Laos et le Myanmar. Toutes ces activités seront alignées sur les stratégies nationales des pays bénéficiaires, les programmes de développement de la CE dans ces pays et la stratégie de la Thaïlande dans les pays concernés. La Commission européenne

cherchera également à encourager l'accroissement de l'efficacité de l'aide thaïlandaise, en phase avec les dispositions de la Déclaration de Paris.

## 4.2 Priorités de la coopération

### 4.2.1 *Domaine prioritaire 1: mécanisme de coopération Thaïlande-CE*

Il est proposé de créer un instrument, inspiré de l'ancien SPF, permettant d'apporter une assistance technique dans tous les secteurs d'intérêt mutuel cités dans l'APC en cours de négociation avec les autorités thaïlandaises. L'avantage d'un mécanisme de coopération Thaïlande-CE étendu réside dans une flexibilité accrue permettant d'exercer, selon les besoins, un effet de levier sur des interventions significatives et bien visibles et de répondre à la dynamique et aux défis et possibilités en perpétuel changement émergeant dans la relation évolutive avec la Thaïlande.

Dans le cadre du mécanisme de coopération Thaïlande-CE, l'accent principal sera toujours mis sur la coopération économique dans les domaines d'intérêt mutuel, afin de refléter l'importance croissante des relations économiques entre l'Union européenne et la Thaïlande. L'accent sera mis sur le soutien aux réformes économiques et à la compétitivité internationale de la Thaïlande, tout en tenant compte de la dimension sociale de la mondialisation. La priorité ira à l'assistance technique liée aux échanges commerciaux et aux investissements et au renforcement des capacités dans certains domaines, notamment la coopération douanière et ceux soulignés dans la déclaration interministérielle de Doha, ainsi qu'aux questions pertinentes pour les négociations éventuelles d'un accord de libre échange entre l'UE et l'ANASE et à la pleine participation de la Thaïlande à l'intégration économique régionale. Un soutien sera également apporté à l'administration et aux entreprises thaïlandaises pour qu'elles s'adaptent aux évolutions de la législation communautaire et satisfassent aux exigences contraignantes et volontaires du marché (par exemple, sécurité alimentaire, droits et normes fondamentaux du travail, règles environnementales, normes industrielles, protection des consommateurs, coopération douanière, transports aérien et maritime, droits de propriété intellectuelle, OMG, étiquetage, responsabilité sociale des entreprises, etc.) qui peuvent affecter les relations commerciales bilatérales.

Dans la lignée des priorités du gouvernement thaïlandais, la facilitation du flux d'informations et de la collaboration en matière de sciences, de technologie, d'enseignement supérieur et de recherche sera un autre pilier de ce mécanisme. **La Thaïlande a la capacité et l'occasion de science de participer au 7ème programme-cadre de recherche de la Communauté (FP7, 2007-2013). La coopération internationale a été intégrée dans toutes ses composantes. Dans la ligne du dialogue ASEM sur la science et la technologie en général et les thèmes prioritaires notamment, une coopération intensive fondée sur la connaissance avec l'Union et avec d'autres pays dans la région offre des bénéfices pour le capital humain et institutionnel et la capacité de trouver des solutions durables aux défis.**

Les activités pourraient porter sur la promotion de l'échange d'informations, de savoir-faire et de bonnes pratiques dans les sciences et la technologie, ainsi que sur la promotion de relations durables entre les universités et les scientifiques des deux partenaires (facilitation de projets de recherche conjoints, échange de professeurs et scientifiques, etc.). Le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités, sous la forme de cours de formation, de séminaires et de conférences **notamment**, constituent un élément essentiel de la promotion de l'innovation et de la réalisation d'une croissance basée sur la connaissance. Les activités dans le domaine de l'emploi et de la politique sociale et les activités environnementales seraient également éligibles en vue d'un financement dans le cadre du mécanisme de coopération Thaïlande-CE.

Enfin, les activités favorisant un dialogue constructif dans des domaines liés comme la bonne gouvernance, les droits de l'homme et l'action contre les mines peuvent bénéficier d'une aide en vertu du mécanisme de coopération Thaïlande-CE.

Cet instrument bilatéral viendrait donc compléter les plateformes de dialogue régional sur les questions commerciales et non commerciales (respectivement dans le cadre des initiatives TREATI et READI) que la Commission offre aux pays de l'ANASE pour associer la région à un programme politique plus vaste et plus moderne.

#### **4.3 Questions transversales**

Les actions de coopération Thaïlande-CE auront pour but de renforcer la participation des femmes aux décisions économiques au niveau local et dans les conférences, ateliers et programmes d'échange régionaux et internationaux, afin d'améliorer l'égalité entre hommes et femmes. Les questions de genre seront intégrées dans tous les domaines de la coopération Thaïlande-CE.

Parmi les domaines d'aide transversaux figurent encore le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation - y compris des aspects liés à la gestion internationale et la gouvernance de la mondialisation - et la promotion de l'emploi et du travail décent pour tous. La promotion du commerce et des investissements doit tenir compte de leur impact sur l'emploi et la cohésion sociale. On visera des améliorations des conditions de travail et de vie, notamment en impliquant comme il se doit les partenaires sociaux.

Les actions relatives à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, y compris l'énergie, seront encouragées afin de renforcer l'expertise technique et la capacité de planification des institutions thaïlandaises pour ce qui est des aspects environnementaux de l'utilisation, du développement et de la gestion des ressources naturelles, à travers une coopération avec les secteurs public et privé européens. Ce programme thématique pourrait apporter une aide selon les grandes lignes suivantes: travail en amont sur l'OMD 7, promotion de la durabilité environnementale, promotion de la mise en œuvre, meilleure intégration par l'UE, renforcement de la gouvernance environnementale et du leadership de l'UE et soutien aux options énergétiques durables en Thaïlande.

En outre, les actions financées par la CE viseront à renforcer par un dialogue constructif la compréhension et la sensibilisation des responsables et des décideurs aux pratiques européennes en matière de bonne gouvernance et de droits de l'homme. Une assistance technique pourrait être apportée aux ONG et à d'autres organismes prenant part au contrôle du respect des droits de l'homme en Thaïlande.

#### **4.4 Programmes régionaux et thématiques**

Dans le contexte de la coopération avec la Thaïlande, à côté des actions prévues par le présent document de stratégie, la Commission entend mener des interventions thématiques dans les domaines suivants:

- Démocratie et droits de l'homme: il peut être pertinent de recourir à ce programme thématique pour des interventions éventuelles dans divers domaines, en particulier si la situation n'évolue pas dans le sud de la Thaïlande. Une assistance technique pourrait être apportée aux ONG et autres organismes prenant part au contrôle du respect des droits de l'homme.
- Développement humain et social: des actions dans les secteurs du programme (santé, population, éducation et formation, égalité entre hommes et femmes,

travail décent, cohésion sociale, culture et promotion de programmes internationaux concernés) et des actions pilotes peuvent être envisagées.

- Immigration et asile: en tant que priorité du gouvernement thaïlandais, la lutte contre le trafic d'êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, pourrait être soutenue par des actions de coopération au titre de ce programme thématique. On compte beaucoup de personnes déplacées en Thaïlande, en particulier près de la frontière avec le Myanmar. L'APC prévoit également un dialogue sur les migrations.
- Environnement et gestion durable des ressources naturelles (y compris l'énergie): il s'agit d'un sujet important pour la coopération et le dialogue dans le cadre de l'APC.
- Développement des acteurs non étatiques: une aide sera apportée aux ONG et autres organisations de la société civile, y compris les partenaires sociaux, actifs dans un certain nombre de secteurs stratégiques en Thaïlande.

Ces actions thématiques viennent compléter les objectifs poursuivis par la Commission dans le document de stratégie et font partie intégrante du dialogue politique avec la Thaïlande. Ces actions sont conçues pour être menées, entre autres, par la société civile, y compris les partenaires sociaux. Leur financement viendra s'ajouter aux moyens dégagés par le PIP. Les institutions thaïlandaises pourront également demander une intervention dans le cadre des programmes continentaux pour l'Asie et des programmes subrégionaux (ANASE) et bénéficier des actions financées par l'Instrument pour la stabilité.

Les actions de coopération en matière d'enseignement supérieur seront financées par le programme régional pour l'Asie. Le principal objectif consiste à renforcer la capacité de coopération internationale des universités des pays tiers en facilitant le transfert de savoir-faire et de bonnes pratiques dans le domaine de la mobilité des étudiants et du personnel universitaire. La Commission européenne financera un programme de mobilité entre les universités européennes signataires de la charte Erasmus et les universités des pays tiers, qui viendra compléter les programmes existants. Les types de mobilité à financer sont:

- pour les étudiants: la mobilité dans le cadre d'un mastère, d'un doctorat et d'un post-doctorat;
- pour le personnel universitaire: les échanges à des fins d'enseignement, de formation pratique et de recherche.

Les acteurs non étatiques qui viennent en aide aux réfugiés dans les camps situés le long des frontières de la Thaïlande peuvent bénéficier d'une par le biais du programme d'aide aux populations déracinées (volet du programme régional pour l'Asie) et d'ECHO.

La Commission visera à maximiser la cohérence de ces interventions avec les initiatives bilatérales afin de renforcer l'efficacité et l'efficience de l'aide.